

La récolte de blé au cœur des échanges des professionnels des grains réunis à Nancy et Paris

Plus de 200 professionnels du commerce des grains ont pris part au 61^e Congrès des grains Nancy-Dijon aux abords de la place Stanislas, le 5 septembre. La Lorraine, étant « un carrefour d'échanges entre de nombreux pays », comme l'a rappelé Jean-Louis Harment, président de l'équipe organisatrice, Allemands, Belges, Néerlandais, Suisses, Grecs, Espagnols ou encore Italiens se sont joints aux opérateurs de l'est de la France pour partager leur vision des marchés. L'ambiance conviviale propre à ces rendez-vous était empreinte des difficultés liées à la qualité hétérogène en blé. « Ce n'est pas la première fois que nous sommes confrontés à des problèmes d'Hagberg, mais jamais avec une telle ampleur, avec des régions entières touchées », assurait un courtier. Dans certaines zones, les professionnels sont encore accaparés par l'exécution des contrats



Le Congrès des grains de Nancy-Dijon (ci-dessus la place Stanislas vue de l'hôtel de ville de Nancy), puis la Bourse de rentrée, ont parfois permis aux opérateurs de dénouer des problèmes liés à la qualité des blés 2014. Photo : M. Roumégoux

conclus avant la moisson. « Ces rencontres nous permettent de dénouer les problèmes », confirmait un autre professionnel à la Bourse de rentrée, organisée à Paris par le SGBCP, le 9 septembre. L'évènement a accueilli quelque 300 participants.

Des flux repensés

La logistique a dû s'adapter. De nouveaux flux se sont mis en place,

pour sortir l'excès de blés fourragers des régions les plus affectées – partant entre autres sur le nord-UE et vers la Bretagne – et les approvisionner en blés meuniers. Les volumes de blés allemands empruntant la Moselle pour rejoindre des moulins auraient ainsi plus que doublé.

Quant aux perspectives à l'export, les échanges avec les opérateurs privés devraient se maintenir, dès

lors que « le prix correspond à la qualité ». Si le marché tarde à s'enclencher, les inquiétudes portent avant tout sur les achats étatiques

« Les arrivées de blés allemands, via la Moselle, auraient plus que doublé par rapport à la normale. »

où les blés doivent coller à un cahier des charges précis, auquel on ne peut déroger.

Les opérateurs du marché brassicole se montraient eux plus sereins, avec une récolte d'hiver « quasi parfaite ». La compétitivité des orges françaises a par ailleurs permis d'importantes ventes à la Chine. En orge de printemps, les opérateurs rapportent des problèmes de grains fusariés sur les printemps, avérés pour le moment sur le nord de Paris.

Marianne Roumégoux

■ PAC/VERDISSEMENT

Le blé dur, « culture à part entière »

La filière blé dur souhaite une reconnaissance comme « culture spécifique », « culture à part entière », dans le cadre de la diversité d'assolement imposée par le verdissement de la Pac. Réunis en comité de pilotage le 9 septembre, l'AGPB, l'UFS et les Sifap et CFSI rappellent, dans un communiqué, que « le blé dur participe à la diversité des exploitations françaises, compte tenu de sa spécificité (techniques culturales, génétique, agronomie, débouchés alimentaires) ».

■ LOI D'AVENIR AGRICOLE

Définitivement adoptée

La loi d'avenir agricole a été définitivement adoptée, jeudi 11 septembre à l'Assemblée nationale, après onze mois de débats.

Dans le rouge, les maïsiculteurs listent des leviers pour améliorer leurs bilans

Avec des charges évoluant peu d'un an sur l'autre et des soutiens directs en baisse (-9 % en moyenne), « les marges des maïsiculteurs sont sous forte pression avec des résultats d'exploitation nuls voire négatifs », a assuré le président de l'AGPM, Christophe Terrain, lors d'un point presse, le 9 septembre à

« Pouvoir méthaniser le maïs permettrait de gagner en productivité sur un marché lourd. »

Paris. Le rendement national moyen s'annonce supérieur à 100 q/ha, en hausse de 15 % sur un an. Mais dans un contexte de marché marqué par l'abondance, au niveau international comme français, les cours du maïs ont atteint des plus bas historiques,

sans pour autant descendre au niveau de 2009. Le prix payé aux producteurs est dès lors estimé à 120-130 €/t, soit 15-20 % de moins qu'en 2013, où « les marges ont été proches de zéro ». Le chiffre d'affaires des maïsiculteurs 2014 devrait de fait se situer 25 à 30 % en-dessous de la moyenne des trois dernières années. Le tout avec de fortes disparités selon les régions.

Des solutions simples pour gagner en compétitivité

« Une année comme celle-ci, avec des stocks importants et des prix bas, disposer de débouchés supplémentaires permettrait de maintenir un peu de productivité », a lancé Christophe Terrain, évoquant la possibilité d'alimenter des méthaniseurs. Cela constituerait une « parade pour faire face à la volatilité ». « Mais

il y a un combat pour empêcher le maïs de rentrer dans le marché de l'énergie », regrette-t-il. Autre piste butant sur des positions dogmatiques : les traitements phytosanitaires. L'administration « supprime des molécules, sans le souci de chercher une alternative. Cela mène à des impasses ».

De la même manière, l'irrigation « constitue pour nous une assurance quantitative et qualitative » « Les propositions formulées par Philippe Martin en 2013 n'ont toujours pas été mises en musique ». Et l'AGPM attend « des réponses au plus vite » sur le verdissement de la Pac. Elle souhaite la reconnaissance, par Bruxelles, de la couverture hivernale des sols comme pratique équivalente à la diversité d'assolement.

Marianne Roumégoux